

GUATEMALA



D 2162 • Gt13
16-30 juin 1997

MOTS-CLEFS

Paix
Droits de l'homme
Conditions de vie
Justice
Néolibéralisme
Crise économique

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

Une déclaration du bureau des droits de l'homme de l'archevêché du Guatemala

LES PROBLÈMES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET LES ALTERNATIVES POSSIBLES APRÈS LA SIGNATURE DES ACCORDS DE PAIX

La signature définitive des Accords de paix le 29 décembre 1996 a marqué une étape décisive dans la vie du Guatemala (cf. DIAL D 2123). Elle ne suffit évidemment pas à supprimer les très graves problèmes que le pays doit à présent surmonter pour mettre en place un développement durable et juste après tant d'années de guerre civile. Dans un document vigoureux intitulé "La

paix se construit de jour en jour et implique une plus grande justice" rendu public dans la ville de Guatemala le 10 mars 1997, le bureau des droits de l'homme de l'archevêché du Guatemala prend en compte les différents aspects de la situation actuelle qui exigent la mise en place d'une politique capable d'assurer un nouvel avenir pour le pays.

Les premiers mois de l'année 1997 où, pour la première fois au Guatemala, trois générations vivent sans conflit armé interne, n'ont pourtant pas été placés, comme nous l'aurions voulu, sous le signe de la joie, de l'harmonie ou du bonheur. Une sensation d'anxiété, de peur et de pénurie s'est considérablement accentuée dans la grande majorité de la population. Cela est dû au fait que l'économie familiale souffre toujours terriblement en raison de l'augmentation du prix des produits alimentaires et des services indispensables alors que les emplois se font rares et sont mal rémunérés. De plus, les droits fondamentaux de la personne sont toujours bafoués. Il n'y a pratiquement plus de lieu où l'on se sente en sécurité, à l'abri des vols, des séquestrations, des menaces et de toute forme d'agressivité.

Le conflit armé - avec son cortège de non-respect des droits de l'homme - est terminé et nous pouvons attester avec satisfaction qu'au cours de l'année 1996 notre Bureau n'a enregistré aucune disparition forcée. Il y eut également une diminution importante du nombre de dénonciations, d'exécutions extrajudiciaires, de tortures et de menaces pour raisons politiques. Cependant, nous héritons de ces 36 années de conflits une culture de violence, d'intolérance et d'impunité qui s'est installée dans l'appareil contre-révolutionnaire de l'État et qui s'est étendue aux agents et anciens agents de l'État ainsi qu'aux personnes privées.

Le principal rempart existant aujourd'hui contre le crime organisé qui fait des ravages aveugles dans toute la population, se trouve dans le système

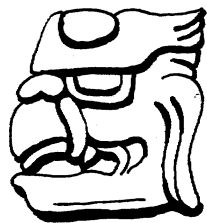
de prévention, de poursuite et de jugement des délinquants, à condition d'entendre par là non seulement ceux qui se rendent coupables d'actes criminels mais encore ceux qui donnent les ordres. Le gouvernement est allé dans le bon sens en décimant des bandes criminelles organisées mais la façon dont il procède non seulement ne contribue pas à promouvoir la culture du droit et de la démocratie, mais elle rend impossible l'application des procédures juridiques en vigueur.

L'insécurité urbaine

Tout ceci est dangereux parce que cela contribue à exacerber l'anarchie et pousse à des solutions violentes. Un État de droit ne peut admettre que 20% de la population adulte, c'est-à-dire des personnes privées, portent des armes et que 10% d'entre elles les pos-

sèdent de façon illégale. Un bon nombre d'anciens membres de patrouilles civiles et de spécialistes de l'armée mis à la retraite ont eu la permission de garder leurs armes. Une société qui veut construire la paix ne peut pas encourager les lynchages quotidiens dans les rues (tous les quatre jours ces deux derniers mois) y compris à l'encontre des femmes. N'est-ce-pas une aberration que de voir une société et un État sombrer dans la délinquance - pratiquant la torture, les tueries, les bastonnades - afin de punir de façon exemplaire des délinquants réels ou supposés ? Vers quel État de barbarie sommes-nous en train de nous acheminer ?

Par ailleurs, la lutte contre l'impunité et le démantèlement de "l'État parallèle" constitué par les mafias qui se sont introduites dans les appareils des renseignements généraux, douanes et autres, a des limites politiques clairement fixées par les intérêts de certains groupes. Face à eux, le système judiciaire est inopérant.



Nous avons besoin d'un système qui soit juste dans son ensemble. La sécurité commence au niveau de l'estomac par la satisfaction des besoins élémentaires. Un peuple dépourvu de protection sociale, de base matérielle solide qui lui garantisse un avenir possible est un peuple qui s'en va à la dérive. Et quand on s'engage sur un chemin sans horizon, la solidarité n'a plus cours, on perd le sens des valeurs, qu'il s'agisse des valeurs chrétiennes ou de toutes celles qu'on désigne justement sous le nom de valeurs universelles. Le mépris de la vie dont nous autres, Guatémaltèques, aimons nous vanter et dont naguère nous rendions l'État seul responsable, est en réalité la donnée la plus alarmante de notre façon de nous autodétruire en tant que société.

C'est pourquoi il est urgent de poser de nouveau et entièrement la question

du mode de sécurité qui est en train de prévaloir. Une fois de plus ce qui est urgent prend la place de ce qui est important. Ce n'est pas en créant une garde prétorienne que nous aurons plus de sécurité. Ce n'est pas non plus en punissant le vol par des lois iniques que nous allons corriger les voleurs. Ce n'est pas davantage en créant des juges sans visage que nous allons faire en sorte que les tribunaux fonctionnent. Ce n'est pas en imposant la peine de mort que cesseront les séquestrations. Ce n'est pas "en tuant son chien qu'on vient à bout de la rage". Même s'il est certain que nous avons besoin d'une police efficace, d'un ministère public compétent, de juges honnêtes et bien formés, nous devons veiller à ne pas tomber dans la tentation de l'autoritarisme. La technique se retourne contre les êtres humains si elle n'est plus qu'un instrument de pouvoir et ne sait plus être à leur service. Dans un pays qui aujourd'hui encore est aux prises avec le militarisme, cela aurait un effet de régression des plus dangereux. Exactement comme si on s'en prenait à la liberté de presse ou qu'on l'attaquât.

Emploi, revenus et production

Outre cet état de psychose engendré par l'insécurité urbaine, le peuple doit supporter l'insécurité en matière de travail, ainsi que la faiblesse des revenus, ce qui génère du stress au niveau de la famille et par conséquent provoque des tensions et des violences au sein des foyers. Moins de trois travailleurs sur dix ont un emploi stable. Les employés ont un salaire moyen de 890¹ quetzals par mois, mais dans l'agriculture, ce salaire moyen n'est plus que de 420 quetzals. De toute évidence, cette somme ne permet pas d'acquérir les produits de base du panier de la ménagère dont le coût ne descend pas au-dessous de 1500 quetzals par mois en ville et de 800 à la campagne. Les chiffres officiels de l'inflation (qui s'est accumulée pendant les cinq dernières années) révèlent que les prix des légumes verts, des céréales indispensables, de l'épicerie, du poulet et autres viandes au détail

1. Soit environ 750 francs (NdT).

ainsi que de l'huile, ont augmenté de 70 % en moyenne. En revanche, les salaires n'augmentent que lentement. Dans l'agriculture et l'industrie, les activités productrices de richesse se sont effondrées. Le travail sur la côte sud ne constitue plus une alternative pour les paysans du haut-plateau. Il faut ajouter à cela le fait que la guerre a laissé derrière elle une population sinistrée de plus d'un million de personnes qui ont perdu des terres, des maisons, des affaires, des récoltes, des animaux et qui n'ont plus pour vivre que leur dignité blessée. On n'a pas pris l'exacte mesure du nombre de personnes déplacées et déracinées. Il faut mettre en place une politique sérieuse d'indemnisation des victimes du conflit, qui ne soit ni manipulée ni utilisée à des fins partisans.



Le peuple resté honnête doit travailler très dur pour survivre. Les statistiques officielles reconnaissent que pour pouvoir se procurer les biens de consommation familiale de base, il ne faut pas moins de deux salaires ainsi que des journées de travail de douze, voire de quinze heures, dans des conditions très précaires, sans aucune protection sociale en droit du travail (pas de vacances, ni d'assurance maladie ni de paiement des heures supplémentaires). Les gens sont victimes d'une usure physique et psychologique très rapide. Et cependant, par un impressionnant effet de contraste, on remarque dans le pays beaucoup d'ostentation, une excessive consommation de produits de luxe et une importante circulation d'argent. Une bonne part des activités de spéculation permet de se procurer de l'argent facile, mais cela ne résout pas le problème de l'investissement, ni celui de l'emploi et de l'épargne. La spéculation et le gaspillage ont un coût pour l'économie, tant en termes de recul au niveau de la production et de l'emploi qu'en termes de diminution des chefs d'en-

treprise actifs et productifs ayant une préoccupation sociale. (...)

Corriger les politiques économiques

Il faut que le gouvernement fasse son autocritique et qu'il corrige les politiques économiques en place. Il faut tenir compte du fait que, dans ce pays où règne une si forte inégalité sociale, l'application de programmes orthodoxes d'ajustement structurel qui imposent des sacrifices à la majorité de la population, entraîne de graves conséquences telles que l'atomisation, la décomposition et la perte des valeurs qui font notre société. Nous insistons car cela constitue une bombe redoutable qui, avec le temps, accumule une pression telle que, une fois libérée, elle devient incontrôlable. L'expérience de la majorité des pays latino-américains qui se sont engagés sur cette voie à partir de structures sociales si nettement déséquilibrées, nous enseigne que, même si les indicateurs macroéconomiques sont en progression, cela ne signifie pas, pour la majorité de la population, une amélioration du niveau de vie. Ce n'est malheureusement pas non plus par la voie de subventions sociales que le problème peut être résolu ; ce n'est qu'en changeant la façon de concevoir le développement qu'on pourrait commencer à en sortir.



Pour un développement durable

Promouvoir une stratégie de développement soutenable exige un État fort et peut-être pas trop grand. Un État qui soit fort parce que conscient des priorités qui s'imposent à une nation pluriethnique et pluriculturelle et qui soit en même temps capable de susciter un consensus entre toutes les forces sociales. Il faut remettre en route la machine économique et la mettre au service du développement de l'homme, en particulier des plus démunis d'entre eux.

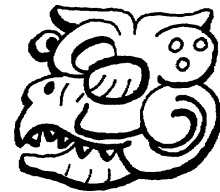
Au Guatemala, il n'est pas possible de promouvoir le modèle néolibéral qui affirme qu'une plus grande ouverture commerciale, un plus grand nombre de privatisation des actifs publics, et une réduction plus importante des charges fiscales directes seront autant d'incitatifs pour le capital, entraîneront une augmentation des investissements et des emplois et une diminution de la pauvreté. Ceci est impossible parce que nos entreprises sont affaiblies, notre capital humain épuisé, nos habitudes d'investissement et d'épargne intérieure réduites. L'État ne peut pas se contenter de préserver l'infrastructure économique et de ne trouver, face à l'insécurité urbaine, d'autres solutions que celles qui relèvent exclusivement de la technique, à savoir le renforcement des forces de sécurité et la mise en place d'une politique de plus en plus répressive. Ce serait en revenir au 19 octobre 1944².

Lutte contre la pauvreté

(...) Le traitement de la pauvreté exige une vision globale de la question, et cela ne pourra se faire que si l'on change complètement la conception du développement qu'on est en train de nous imposer actuellement. La grande tricherie consiste en ce que le budget public et les aides de l'étranger sont de plus en plus absorbés par des mesures palliatives qui ne résolvent pas les problèmes tandis que le déficit public et l'endettement creusent d'autres trous portant ainsi atteinte aux objectifs de la stabilité économique. La coopération internationale, importante et précieuse, qu'on nous a annoncée pour les prochaines années, au lieu de nous apporter une solution pourrait bien se transformer en une partie du problème. Même s'il est certain, en raison de notre retard historique en matière d'institutions, de production, et de constitution d'épargne, que notre pays a besoin et continuera à avoir besoin d'aide extérieure, il est indispensable de revoir complètement les modalités de leur contribution au développement. Très souvent, en l'absence d'un plan de développement

2. Dernier jour de la dictature du général Jorge Ubico. Le lendemain 20 octobre la démocratie était rétablie (NdT).

équitable, l'aide se substitue au plan ou reproduit les inégalités. La dépendance créée par ces aides ne favorise pas la recherche de solutions qui seraient fondées sur notre propre travail. L'utilisation et la distribution des revenus ainsi que la politique fiscale s'accrochent volontiers de la coopération, rendant plus difficile la cohérence d'une politique de développement qui soit équitablement basée sur nos ressources internes.



Dépenses publiques et réforme fiscale

Il est important de réorienter les dépenses publiques afin qu'elles jouent un rôle actif dans le développement du pays sans compromettre le développement des générations à venir. Elles doivent être affectées, en priorité, vers des activités susceptibles de générer des emplois et ne nécessitant qu'une importation minimale en matière de facteurs de production, ainsi que vers la maintenance et la construction d'ouvrages d'infrastructure. Elles doivent, en outre, être utilisées pour combler les graves retards que nous avons en matière d'alimentation, de santé, de logement, d'éducation et de développement social. Enfin, elles devront servir à poser les bases du développement scientifique et technologique afin d'augmenter la productivité et la compétitivité des petites et moyennes entreprises, des coopératives et autres formes d'associations de base.

Il est fondamental de mettre en place une réforme fiscale en sorte que la pression soit progressive en fonction des revenus et des bénéfices des entreprises ; que soient exemptés d'impôts les produits de consommation courante et les revenus des couches les plus défavorisées de la population ainsi que les bénéfices des entreprises qui seraient réinvestis. Il faut aussi décourager la spéculation financière, et par conséquent, établir un impôt sur les

opérations en Bourse. Il faut encore promouvoir une stratégie de négociation du paiement de la dette interne afin d'alléger la pression sur les dépenses publiques et de pouvoir orienter les seules ressources qui peuvent provenir de la ventes d'actifs vers des programmes d'inspiration sociale. En outre, il est important de créer des conditions qui permettront de déléguer le recouvrement et la participation aux dépenses des régions afin de soutenir l'impulsion des programmes de développement régional et de soutien aux régions les plus pauvres, qu'elles soient indigènes ou métissés. Il est important de promouvoir une politique qui échelonne les liquidités et affecte le crédit intérieur à des programmes de crédit à long terme destiné à des activités productrices. La Banque du Guatemala doit devenir un véritable instrument de politique de développement durable, elle doit conduire une politique bancaire d'échange qui permette d'éviter les dévaluations brusques et décourage la fuite des capitaux. Il est urgent de conduire une politique qui mène à la baisse des taux d'intérêt, et qui ne soit pas liée à la nécessité d'attirer des capitaux spéculatifs.

Privatisations et contrôle citoyen

Pour que notre pays puisse vivre, nous ne devons pas laisser de côté le renforcement du marché intérieur. Or, pour y parvenir, il est toujours important de revoir le niveau salarial des travailleurs. On doit suspendre les processus de privatisation en cours, ceux

de la EEGSA, de GUATEL et d'autres tant que n'est pas redéfini le rôle des entreprises publiques dans le développement et jusqu'à ce que soit discutée une vaste réforme administrative. Suspension qui doit être maintenue jusqu'à ce que soient mis en place des contrôles de la part des citoyens sur l'usage des fonds publics, contrôles qui soient transparents et forts afin d'empêcher la corruption, le gaspillage et le renforcement des monopoles privés. Pour y parvenir il faut promulguer et appliquer une législation anti-monopole efficace.



Dans le secteur agricole et industriel, on doit définir clairement une politique qui, tenant compte du développement et de l'appropriation des capacités technologiques nationales, permette de construire des chaînes de production. Pour cela il faut absolument moderniser les relations au sein du monde du travail ainsi que l'utilisation des terres. Il faut donc, par conséquent, mettre en place une politique agraire globale qui tienne compte des besoins humains propres aux paysans et qui veille à conserver et améliorer les ressources naturelles.

Nous considérons que si nous ne procédons pas à une réflexion approfondie sur les options relatives au déve-

loppement économique-social et humain, en faisant l'objet de discussions ouvertes entre tous les secteurs concernés, nous pouvons gâcher lamentablement la chance de construire la paix. La politique économique actuelle est impulsive et fragmentaire ; elle est complètement séparée de la politique sociale.

Nul ne voudrait qu'au Guatemala se répétât l'histoire de la dépression économique et sociale, du désenchantement et de la frustration qu'ont connue des pays voisins tels que le Nicaragua et El Salvador après qu'ils soient sortis des luttes armées sanglantes. Parmi ceux qui aiment ce pays et ses habitants, nul ne voudrait que l'exclusion économique et sociale ne préparât la voie à une autre guerre.

A tous les Guatémaltèques, hommes et femmes, nous redisons ce que nous ont dit les évêques dans leur lettre pastorale : "Il est urgent de construire une paix véritable" ; "C'est un devoir urgent pour tous de travailler à bâtir la paix au Guatemala". Nous voudrions souligner cette nécessité en reprenant à notre compte les paroles du Pape Jean Paul II quand il nous disait avec une singulière clairvoyance : "Une paix véritable n'est possible que si l'on promet à tous les niveaux la reconnaissance de la dignité de la personne humaine, et si l'on offre à chaque individu la possibilité de vivre conformément à cette dignité".

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.